

PROTOCOLE N^o 7.

SÉANCE DU 29 JUIN 1886.

La Conférence s'est réunie à 2 heures de l'après-midi, sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Comte Inouyé et M. Aoki ;

Pour la France :

M. Sienkiewicz ;

Pour l'Autriche-Hongrie :

Le Comte Charles Zaluski ;

Pour la Grande-Bretagne :

Sir Francis R. Plunkett ;

Pour l'Italie :

M. de Martino ;

Pour la Belgique :

M. Neyt ;

Pour l'Allemagne :

M. von Holleben et M. Zappe ;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et la Norvège, et pour le Danemark :

M. van der Pot ;

Pour l'Espagne :

M. Delavat ;

Pour le Portugal :

M. Loureiro ;

Pour la Russie :

M. de Speyer ;

Pour la Confédération suisse :

M. von Holleben et M. Wolff.

Le Président propose qu'il soit procédé à la signature du protocole de la dernière séance et demande si auparavant les Délégués ont quelques observations à faire.

Aucun Délégué n'ayant d'observations à formuler, il est procédé à la signature du protocole N^o 6.

Le Président fait connaître que les pleins pouvoirs des Délégués d'Espagne et des États-Unis ont été reçus par lui et déposés au Secrétariat.

M. Sienkiewicz donne lecture de la déclaration suivante :

“ Un malentendu s'est produit à notre dernière réunion : l'insistance avec laquelle j'ai cru

PROTOCOL N^o 7.

MEETING OF THE 29th JUNE, 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon, under the presidency of Count Inouye.

There were present :

For Japan :

Count Inouye and Mr. Aoki ;

For France :

Mr. Sienkiewicz ;

For Austria-Hungary :

Count Charles Zaluski ;

For Great Britain :

Sir Francis R. Plunkett ;

For Italy :

Mr. de Martino ;

For Belgium :

Mr. Neyt ;

For Germany :

Mr. von Holleben and Mr. Zappe ;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark :

Mr. van der Pot ;

For Spain :

Mr. Delavat ;

For Portugal :

Mr. Loureiro ;

For Russia :

Mr. de Speyer ;

For the Swiss Confederation :

Mr. von Holleben and Mr. Wolff.

The President proposed that the Protocol of the previous meeting should be signed, and enquired whether, before doing so, any Delegate had any observations to make.

None of the Delegates having any remarks to offer on this subject, Protocol No. 6 was signed.

The President announced that the Full Powers of the Delegates of Spain and of the United States had been received and deposited with the Secretariat.

Mr. Sienkiewicz read the following declaration :—

“ A misunderstanding arose at our last meeting. The persistence with which I thought

“devoir engager Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères à adopter comme sienne la proposition formulée par MM. les Délégués d'Angleterre et d'Allemagne, a été l'objet d'interprétations peu bienveillantes.

“J'ose espérer que mes collègues se rendent mieux compte aujourd'hui de l'intention qui me guidait et qu'ils reconnaissent que, pour être devenue japonaise, la proposition dont il s'agit n'a rien perdu de sa valeur.

“Cependant, comme il peut se faire qu'on me prête encore une hostilité plus ou moins déguisée contre le nouveau projet ou qu'on me croie, tout au moins, animé de ce mécontentement d'ordre particulier qu'éprouvent généralement ceux qui se voient devancés par des concurrents plus actifs, je ne puis me dispenser de répondre à cette double accusation.

“Aujourd'hui, il n'est personne dans cette assemblée qui ne repousse avec empressement le projet de réforme judiciaire, hier encore officiel, que vient de remplacer un projet nouveau.—Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Le 29 juillet 1884,—je précise la date,—les bases du projet de réforme judiciaire que nous rejetons ayant été soumises à un examen préalable, je fus seul à soutenir cette opinion qu'elles étaient défectueuses et ne pourraient jamais servir à supporter un système quelconque.—La majorité se prononça dans un sens absolument contraire, et, durant deux ans, on se livra à des essais de réforme judiciaire qu'il est désormais inutile de chercher à caractériser. D'où il résulte que les majorités n'ont pas toujours nécessairement raison, et que j'ai quelque droit à ne pas être acensé de regretter le projet de juridiction abandonné.

“Cependant, l'œuvre de la révision ne faisant pas de progrès, je pris la liberté, au mois de janvier dernier, de soumettre à l'appréciation de Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères une combinaison nouvelle.—Il s'agissait de séparer les deux ordres de questions et de faire deux conventions: la première eût visé plus spécialement les questions commerciales, la seconde aurait été consacrée à régler la réforme judiciaire dans des conditions telles qu'elle pût avoir pour corollaire l'ouverture complète du Japon. Un lien intime eût

“fit to urge His Excellency the Minister of Foreign Affairs to adopt as his own the proposal brought forward by the Delegates of Great Britain and Germany, has been unfavorably construed.

“I trust my Colleagues have formed by this time a more correct appreciation of the motives which guided me, and that they admit that the proposal in question has lost nothing in value through having become a Japanese one.

“Nevertheless, as it is possible that a hostile feeling, more or less disguised, with regard to the new project may still be imputed to me, or that I may at least be thought to be influenced by the peculiar dissatisfaction which is generally experienced by those who find themselves anticipated by more active competitors, I consider myself as bound to answer this double charge.

“There is no one to-day in this assembly who does not eagerly reject the project for revision of the jurisdictional system which, although quite recently still official, has just been replaced by a new one. Such, however, has not always been the case. On the 29th of July 1884,—I wish to specify the date precisely,—the basis of the draft of jurisdictional revision, which we now reject, having been submitted to a preliminary examination, I was alone in maintaining that this basis was defective, and that it could never serve as the foundation of any system whatever. The majority of those present at the meeting adopted an exactly opposite view, and during two years attempts at jurisdictional revision were made, the nature of which it is now useless to try to characterize. This proves that majorities are not necessarily always in the right, and that I have some right not to be accused of regretting the jurisdictional scheme now abandoned.

“The work of revision making however no progress, I took the liberty, in the month of January last, to submit to the consideration of His Excellency the Minister of Foreign Affairs a new arrangement, under which it was intended to separate the two kinds of questions and to frame two Conventions. The first of these would have dealt more especially with commercial matters, whilst the second would have had for its object the settlement of jurisdictional revision under such conditions as might have led, as an additional re-

“été établi entre les deux conventions par un article inséré dans celle relative au commerce. Je pensais, d'ailleurs, après le peu de succès de ma première tentative, que, pour avoir quelque chance de réussite, la proposition que je viens d'exposer devait émaner de l'initiative exclusive du Gouvernement japonais.

“Son Excellence le Comte Inoué se rappellera sans doute qu'après avoir accueilli favorablement mes suggestions, il m'opposa finalement une objection grave à ce point que je crus que de longtemps on ne pourrait aborder des questions de la nature de celles qui sont actuellement à l'ordre du jour.

“Depuis ce moment, j'ai renoncé à chercher une solution immédiate à la question de la juridiction, attendant que la force des choses rendit inévitable ce que de simples arguments avaient été impuissants à amener.—Et, dès lors, il est bien établi que je n'avais point, comme on l'a cru, l'intention de rompre par une proposition intempestive l'ordre des matières tel qu'il avait été arrêté pour nos délibérations par le Ministre des Affaires Etrangères.—Voilà pour le passé.

“Quant à la proposition faite par MM. les Délégués d'Angleterre et d'Allemagne, j'ai voulu m'en rendre un compte exact avant que de l'approuver ou de la critiquer.—De là l'attitude réservée que j'ai gardée à la dernière séance.

“Cependant, après avoir lu et relu le texte qui nous a été communiqué, je ne puis en parler même aujourd'hui sans une certaine circonspection.—C'est qu'à mon sens, un projet de loi ou de convention, pour qu'on puisse l'apprécier en connaissance de cause, ne doit rien laisser dans le vague.—Or, MM. les Délégués d'Angleterre et d'Allemagne qualifient eux-mêmes leur projet de “simple ébauche” et, mieux que personne, ils savent en quoi il laisse à désirer.

“Je reconnais volontiers, toutefois, que le nouveau projet part d'un principe vrai et que, dûment modifié et complété, il nous mènera au but que tous nous avons tous la ferme volonté d'atteindre. Aussi serai-je heureux d'apporter, dès que j'y serai autorisé, le concours le plus dévoué à l'édification d'une œuvre qui peut

“sult, to the opening of the whole Empire. An intimate connection would have been established between both those Conventions by means of a clause inserted in the one relating to commercial matters. I was moreover of opinion, after the failure of my former attempt, that, to have any chance of being accepted, the proposal which I now mention should emanate solely from the initiative of the Japanese Government.

“His Excellency Count Inouye will no doubt recollect that after having at first favorably received my suggestions, he finally brought forward an objection of so serious a character that I was led to believe that no questions of a nature such as those now under discussion could for a long time hence be approached.

“From that moment I gave up seeking an immediate solution of the jurisdictional problem, waiting until the mere force of circumstances should render unavoidable what argument alone had failed to bring about. It is therefore a well established fact that I had no intention, as has been thought, of breaking by an untimely proposition the order of discussion fixed for our deliberations by the Minister of Foreign Affairs. So much for the past.

“With regard to the proposal made by the Delegates of Great Britain and Germany, I wished to acquire a thorough knowledge of it before I approved of, or criticised it. Hence the guarded attitude I maintained at the last meeting.

“Still, after having read and re-read the text which has been communicated to us, I cannot speak of it, even to-day, without some circumspection. The reason of this is that, in my opinion, any draft of a law or convention, if a full and thorough opinion is to be formed of it, ought to leave nothing undefined. Now, the Delegates of Great Britain and Germany themselves term their project only a “rough draft,” and they know better than any one else in what respects it is incomplete.

“I readily acknowledge, nevertheless, that the new project starts from a correct principle, and that, duly modified and completed, it will lead to the object we all have the firm desire to reach. I shall also be happy to offer, as soon as I am authorized to do so, my hearty cooperation in the achievement of a work

"marquer dans l'histoire du Japon comme le commencement d'une ère nouvelle.

"Je dois rappeler, en terminant, que les pouvoirs et les instructions que j'ai reçus visent que les questions exposées dans le mémorandum japonais de 1884, j'ai été obligé, en présence d'une situation nouvelle, de solliciter de mon Gouvernement des instructions et des pouvoirs nouveaux."

M. van der Pot prononce le discours suivant:

"La veille de notre dernière réunion, le premier Délégué d'Allemagne a bien voulu me faire part de la proposition relative à la juridiction qui devait être soumise à la Conférence et me donner lecture du projet de Convention, amabilité que j'ai hautement appréciée. Lorsque M. von Holleben me demanda mon opinion sur le projet, j'ai pu lui répondre que la proposition me semblait présenter beaucoup d'analogie avec celle qu'avait faite Son Excellence le Comte Inouyé en 1882;—que j'avais déjà, dans mon rapport sur les travaux de la précédente Conférence, recommandé ce projet à l'acceptation des Gouvernements que j'ai l'honneur de représenter, et que j'étais par conséquent très-partisan de l'adoption de la proposition.

"Je me permettrai de faire remarquer qu'à l'époque où je rédigeai ce rapport, le Gouvernement japonais avait proposé de régler en premier lieu la convention commerciale, et les réponses que je reçus de mes Gouvernements se trouvèrent dès lors naturellement avoir plus spécialement trait aux questions commerciales et ne point se référer encore au projet de réforme judiciaire. Aussi, lorsque je me déclare hautement en faveur des mesures proposées et de la suppression de toutes les barrières qui entravent encore les libres relations entre Japonais et étrangers, je tiens à ce qu'il soit bien entendu que c'est mon opinion personnelle que j'exprime, et que je dois réserver la décision de mes Gouvernements sur la question.

"A la séance du 15 de ce mois, j'ai prêté une oreille attentive à la seconde lecture du projet de Convention, non moins qu'aux importantes remarques dont les Délégués d'Angleterre et d'Allemagne ont accompagné l'introduction de la proposition devant la Conférence.

"En ce qui concerne les grandes lignes de

which may figure in the history of Japan as the beginning of a new era.

"I must, before I conclude, recall the fact that as the powers and instructions with which I am furnished refer only to the questions contained in the Japanese Memorandum of 1884, I have been obliged, in consequence of the new situation which has been developed, to apply to my Government for fresh instructions and powers."

Mr. van der Pot made the following speech:—

"On the day previous to our last meeting the First Delegate of Germany had the kindness to inform me of the proposal with reference to jurisdiction which it was intended to lay before the Conference, and to read the Draft Convention to me, which kindness I have highly appreciated. When Mr. von Holleben asked my opinion about the Draft, I was able to reply that the proposal seemed to me very similar to the one made by His Excellency Count Inouye in 1882; that I had in my report on the work of the former Conference already recommended that project for acceptance by the Governments which I have the honor to represent, and that I was consequently strongly in favor of the adoption of the proposal.

"I beg leave to observe that when I drew up this report the Imperial Japanese Government had proposed to settle the Commercial Convention first of all, and as a matter of course the replies I received from my Governments referred more especially to commercial questions and did not touch on the scheme of jurisdiction as yet. When I therefore express myself as being highly in favor of the measures proposed, and in favor of the abolition of all barriers still hampering the free intercourse between Japanese and foreigners, I wish it to be distinctly understood that such is my personal opinion, and that I must reserve the decision of my Governments in the matter.

"At the meeting of the 15th instant I listened with much interest to the second reading of the Draft Convention, and with no less attention to the highly important remarks with which the British and German Delegates introduced the proposal to the Conference.

"With reference to the general outline of the

"de ce projet, je me permettrai de faire remarquer que les propositions du Gouvernement japonais en matière de juridiction faites en 1882 avaient pour corollaires plusieurs concessions plus ou moins importantes faites aux étrangers, et je serais heureux de savoir si la Convention actuelle sera également accompagnée de concessions analogues. Je prendrai la liberté de rappeler aux Délégués du Japon qu'en 1882 le Gouvernement Impérial était prêt et disposé à accorder aux étrangers, en échange de l'abandon de l'extraterritorialité par les Puissances signataires, les faveurs et privilèges que je vais brièvement énumérer:

"1° le droit pour les étrangers propriétaires d'immeubles de participer à l'administration des affaires municipales de la Concession où ils résident;

"2° l'entier affranchissement pour les juges de nationalité étrangère, de toute ingérence du pouvoir exécutif et leur indépendance personnelle;

"3° le droit accordé aux autorités de la nationalité d'un accusé de désigner elles-mêmes un conseil pour la défense;

"4° le privilège d'un traitement spécial pour les détenus étrangers et la faculté pour eux de subir leur peine dans les prisons consulaires des ports actuellement ouverts.

"Je ne doute pas que mes honorables collègues ne soient d'accord avec moi pour penser qu'il est pour nous d'une grande importance de savoir si nous pouvons compter de la part du Gouvernement japonais sur une libéralité égale à celle dont les Représentants étrangers ont fait preuve en proposant d'abolir l'extraterritorialité.

"En terminant, je me permettrai de faire une suggestion dont je remets à la Conférence le soin d'apprécier la valeur

"Si le projet de Convention se trouve accepté par toutes les Puissances, nous allons avoir dans deux ans un Code Pénal et un Code d'Instruction criminelle basés sur les lois françaises, un Code Commercial et peut-être un Code Civil et un Code de Procédure civile rédigés d'après les principes allemands, une loi d'évidence" et peut-être d'autres lois encore analogues à celles qui sont en vigueur en Angleterre, et toutes ces lois différentes devront être appliquées par les mêmes juges, tous de différentes nationalités. Ne serait-il pas fort utile que quelques juges étrangers au moins fussent

"Draft, I would beg leave to observe that the proposals of the Japanese Government regarding jurisdiction made in 1882 were accompanied by several more or less important concessions to aliens, and I would be happy to know whether the present Convention is likely to be accompanied by similar concessions. I would respectfully submit to the Delegates of Japan that in 1882 the Imperial Government was prepared and willing to grant to foreigners in return for the surrender of extraterritoriality by the Treaty Powers, the favors and privileges which I may briefly enumerate.

"1. The right of foreigners holding real property to have a voice in the management of the municipal affairs in the Settlements where they reside;

"2. The entire freedom of judges of foreign nationality from any executive interference, and their personal independence;

"3. The right accorded to the authorities of the nationality of an accused person to select counsel for the defence;

"4. The privilege of exceptional treatment of foreign prisoners, and permission for them to serve their sentences in the Consular jails of the present open ports.

"I trust that my Honorable Colleagues will agree with me that it is highly important for us to know whether we can count upon a liberality on the part of the Imperial Government similar to that which the foreign representatives have shown in proposing the abolition of extraterritoriality.

"In conclusion, I would venture to make a suggestion, the value of which I leave to the estimation of the Conference.

"If the Convention is accepted by all the Powers, we are going to have within two years a Penal Code and Code of Criminal Procedure based on French law; a Commercial Code and perhaps a Civil Code and Code of Civil Procedure framed according to German principles, and a Law of Evidence, and perhaps some other laws, similar to those in force in England, and all these different laws will have to be applied by the same judges of different nationalities. Would it not be highly advisable if at least some of the foreign judges were appointed in time to sit here in commission, and examine

“nommés à temps pour pouvoir se constituer
 “ici en comité et pour examiner, avant leur
 “promulgation, ces lois qu'ils auront à appli-
 “quer, de façon à ce qu'ils puissent se familiari-
 “ser d'avance avec elles et se mettre en garde
 “contre les contradictions qu'elles pourraient
 “présenter? Je laisse le soin de décider de la
 “question à ceux de mes honorables collègues
 “qui possèdent une connaissance du droit plus
 “approfondie que la mienne, et je me borne à
 “soumettre l'idée à l'appréciation de la Confé-
 “rence.”

Mr. Neyt annonce qu'il a reçu de son Gouver-
 nement, par le télégraphe, l'autorisation d'ac-
 cepter comme base de négociations les proposi-
 tions relatives à la juridiction faites par les
 Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne,
 et adoptées par le Gouvernement japonais. Les
 points principaux de ces propositions sont,
 semble-t-il, l'ouverture du pays, l'établissement
 de tribunaux avec l'adjonction de juges étranger-
 s, et l'abolition, à une époque à déterminer,
 de la juridiction consulaire. Il est bien entendu,
 d'ailleurs, qu'il n'accepte ces propositions qu'en
 principe et qu'il se réserve le droit d'y intro-
 duire par la suite, d'accord avec ses collègues de
 la Conférence, telles modifications et améliorations
 qui pourront sembler désirables.

M. de Speyer déclare avoir reçu de son
 Gouvernement, par le télégraphe, l'autorisation
 d'adhérer au principe de la proposition faite à
 la dernière séance par les Délégués de Grande-
 Bretagne et d'Allemagne, et acceptée par le
 Gouvernement japonais.

Sir Francis Plunkett annonce qu'il vient de
 recevoir de son honorable collègue le Délégué
 des Etats-Unis un message par lequel M. Hub-
 bard l'informe que l'état de sa santé ne lui
 permet pas d'assister à la séance, et le prie de
 vouloir bien donner lecture d'une lettre où il
 explique son absence et où il parle d'un discours
 qu'il se proposait de prononcer au sujet des
 propositions relatives à la juridiction qui ont
 été soumises à la Conférence à la dernière séance.

Sir Francis Plunkett ajoute qu'il sera heu-
 reux de lire la lettre de M. Hubbard si la Confé-
 rence y consent.

La Conférence ayant témoigné son assenti-
 ment, le Délégué de la Grande-Bretagne donne
 lecture de la lettre suivante :

“these laws which they will have to enforce,
 “before their promulgation, so as to be
 “thoroughly acquainted with them and to
 “guard against the possibility of their being
 “contradictory. I leave the task of deciding
 “this question to those of my Honorable
 “Colleagues who are more versed in law than
 “myself, and only beg to offer this suggestion
 “to the Conference.”

Mr. Neyt stated that he had received by
 telegraph authority from his Government to
 accept as a basis for negotiations the jurisdic-
 tional proposals made by the Delegates of Great
 Britain and Germany, and adopted by the
 Japanese Government. The main features of
 these proposals, were, as it appeared, the opening
 of the country; the establishment of courts with
 foreign judges; and the abolition of Consular
 Jurisdiction at a date to be decided. It was of
 course understood that he accepted these propo-
 sals only in principle, and reserved to himself
 the right to introduce later on, in concert with
 his Colleagues in the Conference, such modifica-
 tions and improvements as might be considered
 desirable.

Mr. de Speyer announced that he had receiv-
 ed from his Government, by telegraph,
 authority to agree in principle to the proposal
 made at the last meeting by the Delegates of
 Great Britain and Germany, and accepted by
 the Japanese Government.

Sir Francis Plunkett stated that he had
 received a message from his Honorable Collea-
 gue, the Delegate of the United States, inform-
 ing him that illness prevented his attendance on
 the present occasion, and requesting him to read
 a letter explaining his absence and referring to
 a speech which Mr. Hubbard had proposed to
 deliver in regard to the jurisdictional proposals
 which had been submitted to the Conference at
 its last meeting.

Sir Francis Plunkett said he would be happy
 to read Mr. Hubbard's letter, with the permis-
 sion of the Conference.

The Conference having given its consent, the
 British Delegate read the following letter:—

“Légation des Etats-Unis

“Tokio (Japon), le 29 Juin 1886.

“Monsieur le Président, Messieurs mes Col-
 “lègues de la Conférence,

“J'ai le regret de vous annoncer que, vu l'état
 “de ma santé qui me retient chez moi, il me
 “sera malheureusement impossible de me join-
 “dre à vous aujourd'hui. L'importance de cette
 “séance, où la Conférence va se prononcer for-
 “mellement sur le projet de Convention révisée
 “qui a été accepté par les Délégués du Japon
 “aux lieu et place du projet naguère encore à
 “l'ordre du jour, me fait déplorer plus vivement
 “qu'en des circonstances ordinaires mon absence
 “forcée.

“Désireux en tout temps d'activer plutôt
 “que de retarder les travaux de la Conférence,
 “j'ai prié mon collègue Sir Francis Plunkett,
 “Délégué de la Grande-Bretagne, de me re-
 “présenter et de représenter mon Gouverne-
 “ment dans deux questions qui peuvent se
 “trouver soulevées, et de voter pour moi comme
 “je le ferais moi-même si j'étais présent.

“1^o.—Le Gouvernement des Etats-Unis, par
 “l'entremise de son Délégué, se déclare en fa-
 “veur du projet officiellement présenté à la
 “dernière séance par les Délégués de Grande-
 “Bretagne et d'Allemagne, ce projet constituant
 “à tous égards, à ses yeux, une solution juste et
 “équitable de la question de la révision en ce
 “qui concerne la juridiction. Ledit projet of-
 “frant une base solide pour les conventions à
 “intervenir, j'autorise mon collègue de Grande-
 “Bretagne, et je l'en prie, à l'accepter en mon
 “nom *ad referendum*.

“2^o.—J'autorise également mon collègue à se
 “joindre en mon nom à mes collègues pour
 “soutenir toute motion tendant à proroger la
 “Conférence jusqu'au 1^{er} octobre prochain, date
 “à laquelle, ayant eu le temps de recevoir les
 “réponses de nos Gouvernements respectifs, et
 “les chaleurs de l'été (avec l'apparition possible
 “d'épidémies dans la Capitale), étant passées,
 “nous pourrions reprendre l'œuvre de la Révision
 “avec la ferme résolution de la mener à bonne
 “fin avant de nous séparer définitivement.

“3^o.—J'aurais en dernier lieu à solliciter une
 “faveur de la Conférence.—Empêché d'assister
 “aujourd'hui à la réunion, je ne pourrai, comme
 “j'ai donné à entendre que c'était mon désir et
 “celui de mon Gouvernement, exposer en
 “personne, d'une manière sommaire, les motifs

“United States Legation

“Tokio Japan. June 29, 1886.

“Mr. President and Fellow Delegates:—

“In consequence of illness, confining me to
 “my room, I deeply regret to say that it will be
 “impossible for me to attend the Conference to-
 “day. The importance of this session, in which
 “the Conference will take formal action upon
 “the new project for a “Revised Convention”
 “(which has been accepted by the Delegates of
 “Japan as a substitute for the project lately be-
 “fore the Conference), renders my unavoidable
 “absence to-day more to be deplored by myself
 “than it would be under ordinary circumstances.

“Desiring at all times to advance, rather than
 “retard the action of the Conference, I have
 “requested my Colleague Sir Francis Plunkett,
 “the British Delegate, to represent myself and
 “my Government upon two questions which
 “may arise, and to cast my vote as I would do
 “myself if I were present.

“1st The United States, by their Delegate,
 “favor the project formally presented by the
 “British and German Delegates at our last
 “session, as in all respects a fair and equitable
 “solution of treaty revision in matters relating
 “to jurisdiction. This project being a firm
 “foundation on which to base future Conven-
 “tions, my Colleague of Great Britain is
 “authorized and requested to represent me as
 “accepting it *ad referendum*.

“2nd I also authorize and request Sir Francis
 “Plunkett to represent me as uniting with my
 “Colleagues in support of a motion to adjourn
 “the Conference until the 1st of October
 “next,—at which time, having heard from our
 “respective Governments, and the heated sum-
 “mer (with the possibilities of epidemics visiting
 “the Capital) having passed, we may re-enter
 “upon the work of treaty revision, with the
 “fixed purpose of successfully completing it
 “before our final adjournment.

“3rd I desire to ask one favor of the Con-
 “ference. Not being able to be present to-day,
 “I cannot, on this occasion, as I intimated would
 “be my own desire and the wish of my Govern-
 “ment, briefly state in person my reasons for the
 “vote which I have authorized my British

“du vote que j'ai autorisé mon collègue d'Angle-
“terre à déposer pour moi. J'aurais voulu
“envoyer immédiatement le texte manuscrit
“des remarques que je me proposais de faire;
“mais l'état de ma santé et la maladie sérieuse
“d'un membre de ma famille ne m'ont pas
“permis d'achever la rédaction de ce manuscrit.
“Je demande donc que la Conférence veuille
“bien me permettre (comme cela se fait souvent
“au Congrès ou dans les Parlements) de trans-
“mettre mes observations au Secrétariat afin
“qu'elles figurent, accompagnées de cette expli-
“cation, dans le texte imprimé du protocole de
“la séance de ce jour.

“J'oserai réclamer également l'insertion au
“protocole de la présente note.

“En félicitant mes Collègues de l'heureux
“augure qui nous promet la bonne entente et
“l'harmonie dans nos réunions à venir,

“J'ai l'honneur d'être, avec un profond res-
“pect,

“Votre très-obéissant serviteur.

(Signé:) “Richard B. Hubbard.”

M. de Martino pense que la première question
qui s'impose à l'examen de la Conférence est la
demande faite par le Délégué des Etats-Unis
et tendant à ce que son discours, bien que
n'ayant pas été prononcé, figure au protocole de
la présente séance. La question se réduit donc
à ceci: un discours non prononcé en séance
peut-il figurer au protocole?

M. Sienkiewicz fait observer qu'il importe
que le Président précise nettement la question
qu'il devra poser sur ce point à la Conférence.

Après une discussion d'où il semble résulter
que le sentiment général est opposé à l'insertion
au protocole d'un discours non prononcé en
séance,

Le Président déclare prendre acte de l'adhé-
sion *ad referendum* donnée par le Délégué des
Etats-Unis au nouveau projet présenté par les
Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne
et accepté par le Gouvernement japonais.
Quant à la demande formulée par M. Hubbard
et tendant à ce qu'il soit autorisé à transmettre
ultérieurement au Secrétariat, pour être inséré
au Protocole de la présente séance, le discours
qu'il se proposait de prononcer, il ne croit pas
qu'on puisse y faire droit, car le discours ainsi

“Colleague to cast in my name. I would at
“this time send the manuscript of my intended
“remarks, but owing to my own indisposition,
“and the serious illness of a member of my
“family, it has been impossible to complete it.
“Therefore I request that the Conference will
“allow me (as is often done in similar cases in
“Congressional and Parliamentary debates) to
“hand in my remarks to the Bureau du Proto-
“col, to appear in print in the Protocol of this
“session with this explanation.

“I respectfully ask that this note may also
“appear in the official record of the Protocol.

“Congratulating my Colleagues on the aus-
“picious omens now promising harmony in our
“future Councils,

“I have the honor to be, with highest consi-
“deration,

“Your obedient servant”

(Signed:) “Richard B. Hubbard.”

Mr. de Martino thought that the first ques-
tion for the Conference to consider was the re-
quest of the United States Delegate that his
speech, although not delivered, should be
inserted in the Protocol of the present meeting.
The question, reduced itself to this:—could a
speech not delivered at a meeting of the Confe-
rence be inserted in the Protocols?

Mr. Sienkiewicz observed that it was impor-
tant that the President should clearly define the
question which he would have to put to the
Conference in regard to this point.

After some further discussion, in the course
of which it appeared that the general feeling of
the Delegates was averse to the insertion in the
Protocols of a speech which had not been deli-
vered at a meeting of the Conference,

The President took formal note of the appro-
val *ad referendum* by the Delegates of the United
States of the new project presented by the
Delegates of Great Britain and Germany, and
accepted by the Japanese Government. With
regard to the request of Mr. Hubbard, that he
should be authorized to transmit later on to the
Secretariat, for insertion in the Protocol of the
present meeting, the speech which he had in-
tended to deliver, the President did not think
that it could be complied with, because the

inséré donnerait peut-être lieu à des répliques
qui ne pourraient figurer au même protocole.—
Il est d'avis en conséquence que le Délégué des
Etats-Unis réserve pour la prochaine séance les
observations qu'il a à formuler.

La Conférence se range à l'avis du Président.

M. de Martino donne lecture de la proposi-
tion suivante:

“Monsieur le Président,

“Personne ne voudra refuser à la Commission
“que nous avons choisie, et qui a toute notre
“confiance, le temps qui est nécessaire à ses
“travaux et à la préparation du rapport qu'elle
“nous a promis.

“Quant aux matières juridictionnelles com-
“prises désormais dans le nouveau projet de
“Convention, plusieurs de nos collègues, tout
“en proclamant leur adhésion personnelle, ont
“aussi déclaré devoir en référer à leurs Gou-
“vernements pour recevoir de nouvelles instruc-
“tions.

“Dans cet état de choses, j'espère que la
“Conférence voudra bien adopter la proposition
“que j'ai l'honneur de lui soumettre et à
“laquelle notre honorable collègue des Etats-
“Unis fait allusion dans la lettre dont le
“Délégué de la Grande-Bretagne vient de nous
“donner lecture, à savoir que la Conférence se
“proroge jusqu'au mois d'octobre prochain.

“Je ne vois pas d'utilité à continuer nos
“séances tandis qu'une partie de nos travaux
“doit forcément attendre des éléments qui ne
“peuvent lui être encore fournis, et que, pour
“l'autre partie, plusieurs Délégués affirment
“n'être pas en mesure de parler au nom de leurs
“Gouvernements.”

Le Président déclare approuver les idées
émises par le Délégué d'Italie, et propose que la
Conférence s'ajourne au mardi 5 octobre pro-
chain.

M. van der Pot propose, au cas où la Confé-
rence déciderait de s'ajourner au mois d'octobre,
que les Règlements de Droits de Tonnage et de
Phares soient renvoyés à une commission.

M. de Martino est opposé à ce projet. Il est
d'avis que les matières commerciales ne doivent
pas être séparées et que, si l'on renvoie à une
commission les Règlements de Droits de Ton-
nage et de Phares, ce soit à la Commission déjà

speech, if thus inserted, might give rise to replies
which could not appear in the same Protocol.
He was, therefore, of opinion that the Delegate
of the United States should reserve the observa-
tions which he had to make until the next
meeting.

The Conference adopted the view of the
President.

Mr. de Martino read the following proposi-
tion:—

“Mr. President,

“Nobody would desire to refuse to grant to
“the Committee which we have chosen, and
“which has our entire confidence, the time
“necessary for its labors and for the preparation
“of the report which it has promised to give us.”

“With regard to the jurisdictional questions
“comprised in the new Draft Convention,
“several of our Colleagues, whilst stating their
“personal approval of the scheme, have also
“announced the necessity of referring it to their
“Governments in order that they may receive
“fresh instructions.

“Under these circumstances I trust that the
“Conference will see fit to adopt the proposi-
“tion which I have the honor to submit, and
“to which our Honorable Colleague of the
“United States refers in the letter which the
“Delegate of Great Britain has read to us, that
“is to say, that the Conference be prorogued
“until the month of October next.

“I do not see the utility of continuing our
“sittings so long as a part of our work must
“necessarily be dependent upon elements with
“which it is not yet provided; and so long as,
“on the other hand, several Delegates have
“stated that they are not in a position to speak
“in the name of their Governments.”

The President stated that he concurred in
the views expressed by the Delegate of Italy,
and he therefore proposed that the Conference
should adjourn until Tuesday the 5th of
October next.

Mr. van der Pot suggested that in case the
Conference decided to adjourn until October
the regulations concerning tonnage and light
dues should be entrusted to a Committee.

Mr. de Martino objected to this proposal.
He was of opinion that the commercial matters
should not be separated, and that if the regu-
lations concerning tonnage and light dues were
to be handed over to a Committee, they should

chargée du Tarif et des autres questions commerciales.

Le Comte Zaluski appuie la proposition de M. van der Pot.

Sir Francis Plunkett et M. Zappe déclarent que la tâche actuelle de la Commission est déjà trop lourde pour qu'elle puisse entreprendre encore de nouveaux travaux.

M. de Martino répond qu'il comprend que les membres de la Commission puissent à bon droit considérer comme suffisante pour le présent la tâche qui leur a été assignée. Il espère cependant que, par la suite, ils consentiront à se charger de l'ensemble des questions commerciales.

M. Sienkiewicz ajoute que d'ici à l'époque où la Conférence se réunira de nouveau, la Commission aura eu le temps d'achever ses travaux actuels. Il pense donc qu'il vaut mieux remettre la question au mois d'octobre.

Le Président est d'avis, comme le Délégué de France, que cette question soit remise à la prochaine séance. Il désire consulter la Conférence sur le projet de renvoyer au 5 octobre la reprise des travaux.

La date du 5 octobre est approuvée.

Le Président prononce alors le discours suivant :

"En proclamant la prorogation de la Conférence jusqu'au 5 octobre prochain, il me faut exprimer aux membres qui la composent la vive reconnaissance du Gouvernement Impérial.—Nos séances ont toutes témoigné des sentiments d'amicale bienveillance dont sont animées à l'égard du Japon les Puissances représentées ici. Les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent et les résultats que nous avons obtenus en un si court espace de temps me donnent, Messieurs, plus que l'espoir, la certitude que nous atteindrons le but de nos travaux.

"L'accueil favorable que, tout en vous réservant d'en référer à vos Gouvernements, vous avez fait au principe et aux bases de la grande réforme qui doit modifier la nature de nos relations politiques et commerciales, ne laisse désormais subsister aucun doute sur l'issue finale, et je puis dès à présent vous donner l'assurance de l'esprit de conciliation dans lequel les Délégués du Japon accueilleront les

be given to the Committee which was already charged with the consideration of the tariff and other commercial questions.

Count Zaluski supported the proposition of Mr. van der Pot

Sir Francis Plunkett and Mr. Zappe stated that the work which the Committee had already undertaken was so heavy as to prevent them from undertaking additional labors.

Mr. de Martino said that the Committee might rightly consider that the task assigned to them was sufficient for the present. He trusted, nevertheless, that later on the Committee would consent to take charge of all commercial questions.

Mr. Sienkiewicz observed that in the interval which would elapse until the Conference re-assembled, the Committee would have the time to complete the work upon which it was at present engaged; he thought, therefore, that the question had better be deferred until October.

The President agreed with the Delegate of France that this question should be deferred until the next meeting. He wished to take the opinion of the Conference upon the proposal to adjourn until the 5th of October.

This date was agreed to by the Conference.

The President then made the following speech:—

"In announcing the prorogation of the Conference to the 5th of October next, I must express to its members the warm acknowledgments of the Imperial Government. Our meetings have all shown the sentiments of friendship and goodwill towards Japan which animate the Powers who are represented here. The discussions which have taken place so far and the results which we have so quickly obtained give me, Gentlemen, not only the hope, but the certainty that we shall attain the object of our labors.

"The favorable reception which, while reserving the necessary reference to your respective Governments, you have given to the principles and the basis of the great reform in our political and commercial relations, no longer leaves room for doubt as to the final result, and I can assure you from this moment of the conciliatory spirit in which the Japanese Delegates will take into consideration the

"modifications de détail, je dirai même les améliorations, que vous pourrez proposer, Messieurs, dans nos séances de cet automne."

M. Sienkiewicz, comme Doyen du Corps diplomatique, prononce, en réponse, le discours suivant :

"Je remercie vivement, au nom de mes collègues, Son Excellence le Ministre des Affaires Étrangères des paroles gracieuses qu'il vient de prononcer. Je crois, d'ailleurs, être le fidèle interprète des sentiments de tous les Délégués, en donnant au Comte Inouyé l'assurance que, lorsque nous réunirons de nouveau au mois d'octobre, il nous retrouvera dans les mêmes dispositions que celles qui nous animaient à l'ouverture de cette Conférence, et qu'obéissant tous à une pensée commune, nous arriverons à un résultat dont le Japon n'aura qu'à se féliciter, et dont les étrangers n'auront pas à se plaindre."

La séance est levée à trois heures et demie.

Signé :

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
J. DELAVAT.
SPEYER.
A. WOLFF.

Certifié conforme à l'original :

SAITO SHIUCHIRO.
BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

"modifications in regard to details, and I may add, the improvements, which you, Gentlemen, may propose during our Autumn session."

Mr. Sienkiewicz, as Doyen of the Diplomatic Corps, in reply made the following speech:—

"In the name of my Colleagues, I tender our best thanks to His Excellency the Minister for Foreign Affairs for the kind words which he has spoken. I believe, also, that I am faithfully interpreting the sentiments of all around me in offering to Count Inouye the assurance that when we reassemble in October he will find us animated by the same feelings which we have shown at the opening of the Conference, and that we shall, in obedience to a feeling common to us all, attain a result upon which Japan will be able to congratulate herself, and of which foreigners will have no reason to complain."

The meeting terminated at half past three o'clock.

Signed :

INOUE KAORU.
AOKI.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
J. J. VAN DER POT.
J. LOUREIRO.

Certified to be a correct copy :